Ministère des Finances Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Août 2013 : déficit budgétaire de 2,3 milliards de dollars

Le mois d'août 2013 s'est soldé par un déficit budgétaire de 2,3 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 3,0 milliards en août 2012.

Les revenus ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,6 %) sous l'effet de la hausse des revenus tirés de l'impôt sur le revenu, des revenus de cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus, compensée par la baisse des revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) et des autres taxes et droits d'accise. Les charges de programmes ont diminué de 0,8 milliard de dollars (3,8 %), du fait que la hausse des principaux transferts aux particuliers et des principaux transferts aux autres administrations a été plus que compensée par la baisse des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard (6,4 %).

D'avril à août 2013 : déficit budgétaire de 6,8 milliards de dollars

La période d'avril à août 2013 de l'exercice 2013-2014 s'est soldée par un déficit budgétaire de 6,8 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 7,2 milliards pour la même période de 2012-2013.

Les revenus ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (2,2 %) sous l'effet de la croissance des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers, des revenus de cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 1,8 milliard (1,9 %), en raison de la hausse des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard (0,6 %).

Août 2013

Version PDF

Pour consulter un fichier PDF (format de document portable), votre ordinateur doit avoir un lecteur PDF. Si vous n'en avez pas déjà un, il existe de nombreux lecteurs PDF que vous pouvez télécharger gratuitement ou acheter dans Internet.

Le mois d'août 2013 s'est soldé par un déficit budgétaire de 2,3 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 3,0 milliards en août 2012.

Les revenus ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,6 %) pour s'établir à 19,3 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 0,3 milliard de dollars (2,6 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (13,8 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (17,2 %).
- Les taxes et droits d'accise ont reculé de 0,6 milliard de dollars (15,2 %). Les revenus de TPS ont connu une baisse de 0,6 milliard (22,0 %). Les taxes sur l'énergie ont rapporté 6 millions de plus, les droits de douane à l'importation ont augmenté de 4 millions et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 25 millions.

- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,1 milliard de dollars (10,1 %), ce qui traduit le taux de cotisation de 2013, fixé à 1,88 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (3,8 %).

En août 2013, les charges de programmes se sont élevées à 19,3 milliards de dollars, en baisse de 0,8 milliard (3,8 %) par rapport à août 2012.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,2 milliard de dollars (3,0 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (3,9 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 27 millions (1,9 %). Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont augmenté de 0,1 milliard (7,1 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les transferts en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (5,0 %), en raison des augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux autres organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou les principaux transferts aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, qui comprennent les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont diminué de 1,2 milliard de dollars (12,0 %) par rapport à l'exercice précédent. Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont diminué de 2 millions de dollars (0,1 %).
  - Les autres charges de programmes directes ont reculé de 1,2 milliard de dollars (15,6 %), ce qui s'explique en grande partie par un ajustement ponctuel comptabilisé en août 2012 pour tenir compte d'une estimation actualisée du passif lié aux avantages futurs des employés et des anciens combattants.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (6,4 %).

D'avril à août 2013

La période d'avril à août 2013 de l'exercice 2013-2014 s'est soldée par un déficit budgétaire de 6,8 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 7,2 milliards pour la même période de 2012-2013.

Les revenus ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (2,2 %) pour s'établir à 103,7 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (2,3 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont baissé de 0,3 milliard de dollars (2,4 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (12,8 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 0,1 milliard de dollars (0,7 %) de moins, principalement sous l'effet de la baisse de 0,1 milliard des revenus tirés des autres taxes et droits d'accise. Les revenus de TPS ont diminué de 12 millions, les taxes sur l'énergie ont reculé de 26 millions et les droits de douane à l'importation ont augmenté de 40 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,8 milliard de dollars (8,9 %), ce qui traduit la croissance de la rémunération assurable ainsi que le taux de cotisation de 2013, fixé à 1,88 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (4,7 %).

Pour la période d'avril à août 2013, les charges de programmes se sont élevées à 98,0 milliards de dollars, en hausse de 1,8 milliard (1,9 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 0,7 milliard de dollars (2,3 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,7 milliard (4,1 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 44 millions (0,6 %), et les prestations pour enfants ont augmenté de 0,1 milliard (0,9 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (2,1 %), sous l'effet des augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires, lesquelles ont été partiellement compensées par une diminution des paiements au titre de la protection des transferts.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (1,5 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (5,7 %), principalement en raison de la hausse des charges liées à la réévaluation du passif du gouvernement en faveur de l'Ontario représentant la part de la province (un tiers) de la participation du gouvernement dans le capital de General Motors.
  - Les autres charges de programmes directes ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,2 %).

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,6 %).

Revenus et charges
(d'avril à août 2013)

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 21,8 milliards de dollars d'avril à août 2013

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où ils sont gagnés ou engagées, respectivement, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 6,8 milliards de dollars et des besoins de 15,0 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à août 2013 s'est soldée par des besoins financiers de 21,8 milliards, comparativement à des besoins financiers de 20,9 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 27,4 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 21,8 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 5,6 milliards en augmentant de 27,4 milliards la dette contractée sur les marchés. L'accroissement de la dette contractée sur les marchés a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement. À la fin d'août 2013, les soldes de trésorerie s'élevaient à 29,9 milliards, soit 9,8 milliards de plus qu'à la fin d'août 2012, ce qui traduit principalement une hausse des dépôts auprès de la Banque du Canada en vertu du plan de liquidité prudentielle du gouvernement.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Août		Avril à août	
	2012[1]	2013	2012-2013[1]	2013-2014
Opérations budgétaires				
Revenus	19 219	19 339	101 434	103 694
Charges				
Charges de programmes	-20 019	-19 260	-96 181	-98 004
Frais de la dette publique	-2 241	-2 384	-12 457	-12 531
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 041	-2 305	-7 204	-6 841
Opérations non budgétaires	-5 414	-1 296	-13 745	-14 999
Ressources ou besoins financiers	-8 455	-3 601	-20 949	-21 840
Variation nette dans les activités de financement	11 469	-613	27 722	27 444
Variation nette dans l'encaisse	3 014	-4 214	6 773	5 604
Encaisse à la fin de la période			20 104	29 916

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

[1] Les chiffres de la période précédente ont été redressés de manière à tenir compte des changements comptables en 2013-2014.

Tableau 2
Revenus

	Août			Avril à août		
	2012 (M$)	2013 (M$)	Variation (%)	2012-2013 (M$)	2013-2014 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers[1]	9 926	10 185	2,6	49 799	50 967	2,3
Impôt sur le revenu des sociétés[2]	1 495	1 702	13,8	11 720	11 437	-2,4
Impôt sur le revenu des non-résidents[3]	373	437	17,2	1 957	2 208	12,8
Total des impôts sur le revenu	11 794	12 324	4,5	63 476	64 612	1,8
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 752	2 147	-22,0	12 833	12 821	-0,1
Taxes sur l'énergie	457	463	1,3	2 193	2 167	-1,2
Droits de douane à l'importation	393	397	1,0	1 730	1 770	2,3
Autres taxes et droits d'accise	477	452	-5,2	2 343	2 206	-5,8
Total des taxes et droits d'accise	4 079	3 459	-15,2	19 099	18 964	-0,7
Total des revenus fiscaux	15 873	15 783	-0,6	82 575	83 576	1,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 325	1 459	10,1	8 827	9 616	8,9
Autres revenus	2 021	2 097	3,8	10 032	10 502	4,7
Total des revenus	19 219	19 339	0,6	101 434	103 694	2,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés en fonction du changement de la méthode utilisée pour consigner les revenus mensuels tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers.

[2] Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés en fonction du changement de la méthode utilisée pour consigner les revenus mensuels tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés.

[3] Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés en fonction du changement de la méthode utilisée pour consigner les revenus mensuels tirés de l'impôt sur le revenu des non-résidents.

Tableau 3
Charges

	Août			Avril à août		
	2012 (M$)	2013 (M$)	Variation (%)	2012-2013 (M$)	2013-2014 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 317	3 445	3,9	16 510	17 179	4,1
Prestations d'assurance-emploi	1 418	1 391	-1,9	7 122	7 078	-0,6
Prestations pour enfants	1 043	1 117	7,1	5 432	5 483	0,9
Total	5 778	5 953	3,0	29 064	29 740	2,3
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 402	2 544	5,9	12 008	12 722	5,9
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	988	1 018	3,0	4 941	5 090	3,0
Total	3 390	3 562	5,1	16 949	17 812	5,1
Accords fiscaux et autres transferts	1 498	1 566	4,5	8 752	8 505	-2,8
Villes et collectivités du Canada	0	0	s.o.	1 035	1 015	-1,9
Abattement d'impôt du Québec	-344	-359	4,4	-1 717	-1 795	4,5
Total	4 544	4 769	5,0	25 019	25 537	2,1
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Affaires autochtones et Développement du Nord	438	470	7,3	2 219	2 316	4,4
Agriculture et Agroalimentaire	105	133	26,7	398	324	-18,6
Affaires étrangères et Commerce international	188	245	30,3	975	1 098	12,6
Santé	118	113	-4,2	1 063	1 141	7,3
Ressources humaines et Développement des compétences	354	487	37,6	2 164	2 146	-0,8
Industrie	208	220	5,8	824	921	11,8
Autres	893	634	-29,0	4 372	4 751	8,7
Total	2 304	2 302	-0,1	12 015	12 697	5,7
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	621	599	-3,5	3 353	3 346	-0,2
Défense nationale	2 079	1 550	-25,4	8 085	8 052	-0,4
Tous les autres ministères et organismes	4 693	4 087	-12,9	18 645	18 632	-0,1

Total des autres charges de programmes directes	7 393	6 236	-15,6	30 083	30 030	-0,2
Total des charges de programmes directes	9 697	8 538	-12,0	42 098	42 727	1,5
Total des charges de programmes	20 019	19 260	-3,8	96 181	98 004	1,9
Frais de la dette publique	2 241	2 384	6,4	12 457	12 531	0,6
Total des charges	22 260	21 644	-2,8	108 638	110 535	1,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Août		Avril à août	
	2012	2013	2012-2013	2013-2014
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 041	-2 305	-7 204	-6 841
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-311	-500	-851	-1 351
Autres activités d'investissement	-84	628	-1 827	2 150
Régimes de retraite et autres passifs	1 380	-211	2 680	1 275
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions[1]	-6 898	547	-19 035	-15 479
Opérations de change	128	-2 102	3 551	-3 421
Amortissement des immobilisations corporelles	371	342	1 737	1 827
Total des autres activités	-6 399	-1 213	-13 747	-17 073
Total des opérations non budgétaires	-5 414	-1 296	-13 745	-14 999
Ressources ou besoins financiers	-8 455	-3 601	-20 949	-21 840

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés en fonction du changement de la méthode utilisée pour consigner les revenus mensuels tirés des impôts sur le revenu des particuliers, des sociétés et des non-résidents.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Août		Avril à août	
	2012	2013	2012-2013	2013-2014
Ressources ou besoins financiers	-8 455	-3 601	-20 949	-21 840
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	6 432	-883	12 052	9 706
Bons du Trésor	5 700	-800	15 800	14 700
Titres au détail	-33	-26	-173	-189
Autres	0	0	-11	0
Total	12 099	-1 709	27 668	24 217
Emprunts en devises	-145	314	-244	696
Total	11 954	-1 395	27 424	24 913
Réévaluation de swaps de devises	-426	1 103	-513	2 479
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-44	-324	893	57
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-15	3	-82	-5
Variation nette dans les activités de financement	11 469	-613	27 722	27 444
Variation dans l'encaisse	3 014	-4 214	6 773	5 604

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Nicholas Leswick au 613-995-6391.

Octobre 2013

Date de modification: 2013-10-25